

DUNKLEY, Graham, *Free Trade. Myth, Reality and Alternatives*, London/New York, Zed Books, 2003, 256 p.

Gabrielle Lachance

Volume 36, numéro 3, septembre 2005

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/012037ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/012037ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

IQHEI

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lachance, G. (2005). Compte rendu de [DUNKLEY, Graham, *Free Trade. Myth, Reality and Alternatives*, London/New York, Zed Books, 2003, 256 p.] *Études internationales*, 36(3), 388–391. <https://doi.org/10.7202/012037ar>

viraux à 10 000 dollars par personne par an. Ces demandes sont tout le fait du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud qui possèdent la technologie suffisante pour produire des génériques.

Dans les négociations ce sont surtout l'UE et les USA qui sont les principaux joueurs et les faire plier est très difficile. Les pays en développement ont néanmoins réussi à faire plier les États-Unis à Seattle. Ils ont abandonné l'idée d'imposer des normes sociales aux pays en développement. À Doha apparaît un nouveau groupe de pays en développement qui, en créant des coalitions, imposent leurs vues dans les négociations. Le G20 se pose en contrepoids au G8, un club des puissants de ce monde. À Cancun, il défend l'élimination des subsides à l'exportation et aussi les réductions de tarifs pour protéger leurs industries naissantes. Le G20 fait également son apparition qui, lui, critique l'inclusion de nouveaux sujets de négociation. Pour la première fois, le groupe africain va coordonner ses positions sous l'initiative du Kenya, de la Tanzanie et de l'Afrique du Sud et le groupe ACP défend la dérogation qui permettra à l'UE de conclure ses accords de partenariat avec les ACP en 2008.

Le livre détaille les journées de novembre qui ont marqué la réunion de Doha et les principaux acteurs dans ces négociations. Les États-Unis estiment que les autres pays n'ont pas le droit de prendre des positions contraires aux leurs et jouent des arrangements préférentiels pour faire pression sur les PVD. L'UE joue également du *waiver* des ACP pour obtenir leur accord. Du côté des PVD, la Malaisie, le Chili, le Brésil, le Costa Rica, l'Afrique

du Sud, l'Indonésie, l'Inde et le Sénégal sont des leaders du tiers-monde.

Les pays développés obtiennent l'inclusion des nouveaux sujets dans l'agenda international : la compétition, les investissements, l'environnement, l'agriculture, les services, les antidumpings et la facilitation du commerce font partie de l'agenda international. En contrepartie, les pays en développement obtiennent un assouplissement des règles de la propriété intellectuelle et un renforcement du traitement spécial et différencié. Le sommet de Doha a été appelé l'agenda développemental, mais il a du titre que le nom car il est loin d'être favorable aux PVD.

Il existe quelques méthodes de représailles contre des pays récalcitrants dans les négociations. L'une d'elles est de forcer la démission d'un ambassadeur ; une autre est de menacer les pays d'annuler les missions d'assistance technique ou de faire pression grâce aux arrangements préférentiels. L'exemple est celui de l'exemption obtenue par les ACP. Il en existe beaucoup d'autres qui ne sont pas mentionnés dans le livre.

Alice LANDAU

Département de science politique
Université de Genève, Suisse

Free Trade. Myth, Reality and Alternatives.

DUNKLEY, Graham. *London/New York,*
Zed Books, 2003, 256 p.

Voici un énième ouvrage sur le libre-échange et la mondialisation néolibérale. À sa lecture, on ne peut que constater qu'il offre un point de vue complémentaire, une vision nou-

velle de ce phénomène d'une grande complexité et dont on ne finit pas d'explorer les multiples facettes. Un phénomène qui ressemble à un kaléidoscope dont les dessins produits par les objets colorés placés dans le tube changent de formes et de couleurs à la moindre rotation.

Le présent volume s'inspire d'une publication antérieure de G. Dunkley, *Free Trade Adventure. The WTO, the Uruguay Round and Globalism – A Critique*. Cette fois-ci, il approfondit ces questions et apporte quelques suggestions pour des solutions de rechange à partir d'interrogations comme : Y a-t-il des arguments crédibles contre le libre-échange et la mondialisation ? Un degré d'autosuffisance est-il possible dans un monde globalisé ? Y a-t-il des solutions de rechange à cet ordre mondial en croissance ? Pour y répondre, il réévalue les théories classiques du commerce, utilise des données historiques et actuelles et applique un plus grand éventail de critères que ceux généralement utilisés par la science économique.

En introduction, il dénonce les mythes de la mondialisation et du libre-échange, et allègue qu'en ajoutant d'autres critères que ceux purement économiques, le libre-échange perd de sa consistance. Il propose quatre groupes d'approches (science économique rationnelle du libre-échange ; interventionnisme du marché ; développement humain ; communauté et souveraineté) se rapportant à trois séries de questions : quelles sont les attitudes envers 1) le commerce, le développement et la technologie ; 2) les méthodes utilisées et les buts recherchés dans l'élaboration

de politiques ; 3) des considérations politiques, sociales, culturelles, éthiques, écologiques et spirituelles ? Les quatre perspectives sont discutées dans les chapitres suivants.

Les chapitres 2 et 3 sont l'un, théorique et l'autre, surtout historique. Dunkley conteste la logique sous-jacente à la théorie du libre-échange selon laquelle ce dernier (*dixit* les « globo-euphoristes ») est économiquement bon pour tout le monde, dans tous les pays et en tout temps. Il nie que les mérites du libre-échange aient été généralement acceptés et définitivement prouvés depuis Adam Smith. Au contraire, plusieurs économistes réputés ont admis les carences du libre-échange et fourni des justifications à une certaine forme de protectionnisme tout en réservant leur préférence au libre-échange. Cependant, il y a toujours eu des « hérétiques » qui ont soulevé des questions beaucoup plus fondamentales.

Avec le chapitre 4, l'auteur entame le volet pratique de son étude. Il analyse de façon critique cinq mythes du libre-échange considérés par les « mondialistes » comme le côté pratique de cette doctrine. Dans les faits, il observe que l'histoire n'est ni linéaire ni déterministe ; elle constitue plutôt un processus complexe qui exige beaucoup de prudence politique et est en partie influencée par des intérêts, dont des intérêts imputés au libre-échange et à la mondialisation.

L'affirmation que le libre-échange conduit à la croissance économique et à un développement durable est remise en question dans les chapitres 5 et 6. Même si de tels buts sont envisageables, un autre modèle pourrait

permettre à chaque pays de déterminer son propre modèle de développement, un développement qui tienne davantage compte de valeurs humaines et culturelles. Le libre-échange est-il vraiment meilleur pour la croissance que le protectionnisme ; et les politiques non interventionnistes qui donnent libre cours aux exportations sont-elles meilleures pour le développement du tiers monde que la limitation des importations ? Non, répond l'auteur. On ne peut conclure en faveur de l'une ou l'autre solution. En outre, plusieurs stratégies alternatives de développement sont possibles selon les circonstances particulières à chaque pays.

Le chapitre 7 traite de la technologie, des économies d'échelle et de la concurrence en rapport avec la mondialisation et le développement. Il s'attaque au mythe qui prétend que le monde est si interrelié et dépendant des technologies mondiales que l'autosuffisance doit céder sa place à un développement basé sur l'avantage comparatif, l'exportation et le marché. L'auteur croit, au contraire, qu'une plus grande autosuffisance est possible, surtout si on utilise des systèmes de valeurs et des modèles de développement alternatifs. L'expérience de plusieurs pays et les témoignages de certains économistes renommés montrent qu'elle peut être réalisée si elle est développée graduellement et sur une base plus diversifiée.

Le chapitre 8 aborde ce que l'auteur appelle « l'aventure du libre-échange ». Il étudie brièvement l'OMC qu'il considère comme un arbitre biaisé, obsédé par l'échange et qui détient présentement une plus grande

capacité de saper la souveraineté nationale. Le projet mondial de libre-échange, guidé par une élite d'affaires, est implanté par le FMI, la BM, l'OMC et, à des degrés divers, par la plupart des gouvernements nationaux qui veulent le sceller afin d'empêcher de futurs gouvernements de révoquer leurs décisions. En contrepartie, des éléments d'un ordre mondial plus compatible avec une vision humaniste et autosuffisante du développement sont esquissés.

En conclusion, deux siècles de débats sur le libre-échange et le protectionnisme révèlent que ces systèmes ne sont pas opposés mais représentent des idéologies et des visions du monde rivales. Les politiques néolibérales de libre-échange et de mondialisation ignorent les coûts économiques et socioculturels qu'elles entraînent et font fi de buts sociaux plus larges comme la justice sociale, l'environnement soutenable, l'intégrité culturelle. Des changements sont proposés dans le système mondial de commerce pour refléter de tels buts, permettre une plus grande participation dans la prise de décision sur le commerce et accroître l'autonomie des nations à l'intérieur d'un ordre plus coopératif. Un tel idéal est réalisable, soutient l'auteur, mais il requerrait des changements à l'ordre mondial actuel.

Cette recherche s'appuie sur des théories économiques et fait donc appel à des connaissances de base dans ce domaine. À certains endroits, elle présente un relevé historique succinct qui aide à mieux comprendre l'évolution des concepts au cours des deux derniers siècles. Malheureusement, le compte rendu ne permet pas

de résumer les mythes auxquels l'auteur s'attaque et les courants de pensée qu'il préconise, ou de décrire quelques stratégies de commerce proposées et qui constituent des tranches intéressantes de l'ouvrage.

L'étude, complétée par une bibliographie extensive et un index, permet de doser les affirmations trop optimistes qui sont faites en faveur des politiques néolibérales de libre-échange et de mondialisation. Elle permet également de considérer de façon réaliste d'autres modèles de développement et d'autres stratégies économiques. Elle s'adresse en priorité aux étudiants et étudiantes en économie politique, au personnel de recherche, aux activistes sociaux et à toute personne qui veut comprendre un peu mieux où nous mènent nos gouvernants axés prioritairement sur le modèle néolibéral actuel.

Gabrielle LACHANCE

*Sociologie, option développement
Sainte-Foy, Québec*

HISTOIRE ET DIPLOMATIE

The Nation-State and Global Order. A Historical Introduction to Contemporary Politics.

OPELLO Jr., Walter C. et Stephen J.
ROSOW. 2^e éd., Boulder, Lynne Rienner,
2004, 319 p.

Recueil historique sur l'État territorial, depuis ses origines dans l'Europe médiévale jusqu'à l'actuel État-nation dans le contexte de la mondialisation, cet ouvrage offre une interprétation basée sur des hypothèses propres et une bibliographie d'auteurs amplement reconnus. Il passe ainsi en revue les influences de

l'idéologie, de la politique, de la culture, de la religion et des institutions qui ont contribué à la création de l'État-nation moderne, à travers un long processus historique. Les auteurs fondent leur analyse sur l'argument selon lequel le processus de construction de l'État moderne est passé par cinq étapes, dont la dernière correspondrait à celle de la mondialisation actuelle.

Le livre compte trois parties, divisées en trois chapitres chacune, et une quatrième partie avec deux chapitres, dont les conclusions, plus une introduction, une liste de cartes, une brève préface, une bibliographie et un index thématique et nominal. Sur le plan méthodologique, chaque chapitre se termine par un bref résumé. La première partie du livre analyse les éléments qui ont conduit à la constitution des États territoriaux en Europe. La deuxième traite les différentes formes prises par cet État territorial. La troisième examine ce que les auteurs appellent « les deuxième et troisième grandes transformations », à savoir l'extension de l'idée de l'État territorial vers des régions au-delà de l'Europe et la division de ces régions non européennes en États territoriaux souverains séparés par la force et le nationalisme. La quatrième et dernière partie du livre analyse les changements actuels et les thèmes qui mettent en doute la continuité de l'État comme une forme de domination politico-territoriale : l'avenir de la souveraineté, l'impact de l'économie globale sur l'État territorial.

La perspective théorique du livre est présentée avec une première hypothèse selon laquelle la disparition de la partie occidentale de l'Empire